DYNAMIQUES DE PARTICIPATION CITOYENNE ET RAPPORTS DE POUVOIR EN AFRIQUE : LES DEFIS DEMOCRATIQUES

Yaovi Mathieu, ACCROMBESSI
Université d'Abomey-Calavi
accromath@yahoo.fr
Toundé Pachedor Olvigar El-kovias, AGOSSOU
Université d'Abomey-Calavi
agossouelkovias@gmail.com

Résumé

En Afrique, dès les années 1990, plusieurs régimes de dictature se sont effondrés. A leur place ont vu le jour des régimes de démocratie. Alors que l'implication visible du citoyen est attendue au nom de la démocratie participative, nous observons plutôt un glissement du citoyen acteur vers un simple spectateur de la scène politique. Partis de l'hypothèse selon laquelle les mécanismes institutionnels postcoloniaux combinés à la concentration du pouvoir entre les mains des élites réduiraient l'influence réelle du citoyen sur les décisions politiques, nous nous sommes interrogés au sujet de cet écartement du citoyen de la chose publique. Comment expliquer la perte d'influence politique du citoyen dans les États africains et quels leviers activer pour rétablir une participation citoyenne réelle ? Ainsi se présente la problématique de notre réflexion qui a pour objectif d'analyser cet écartement du citoyen de l'espace politique et d'identifier les formes de réappropriation citoyenne en dehors des cadres électoraux classiques où le citoyen est réduit au vote. Pour ce faire, nous avons adopté une démarche méthodologique basée sur une analyse qualitative, croisant données documentaires, institutionnelles, discours politiques et cas empiriques issus de quelques États d'Afrique francophone. Aussi les résultats montrent-ils que, malgré un cadre formel démocratique, l'influence citoyenne est largement réduite. Dans ce contexte, il y a lieu de renforcer les dynamiques alternatives émergentes à travers les mouvements citoyens, les mobilisations sociales et l'usage politique du numérique afin de redéfinir les contours d'une citoyenneté active.

Mots clés : *Afrique ; Citoyen ; Démocratie ; Politique ; Spectateur,*

Abstract

In Africa, from the 1990s onward, several dictatorial regimes collapsed and were replaced by democratic systems. While visible citizen involvement is expected in the name of participatory democracy, what we observe instead is a shift from the citizen as an active participant to a mere spectator of the political scene. Based on the hypothesis that postcolonial institutional mechanisms, combined with the concentration of power in the hands of elites, have diminished the citizen's real influence on political decisions, we questioned this marginalization of the citizen from public affairs. How can we explain the loss of political influence of the citizen in African states, and what levers can be activated to restore genuine citizen participation? Such is the problem framing our reflection, whose objective is to analyze this exclusion of the citizen from the political sphere and to identify forms of citizen reappropriation beyond the classic electoral framework,

where the role of the citizen is reduced to voting. To this end, we adopted a methodological approach based on qualitative analysis, combining documentary and institutional data, political discourse, and empirical cases from several Francophone African states. The results show that, despite a formal democratic framework, citizen influence remains largely diminished. In this context, it is necessary to strengthen emerging alternative dynamics through citizen movements, social mobilizations, and the political use of digital technologies in order to redefine the contours of an active citizenship.

***Keywords**: Africa; Citizen; Democracy; Politics; Spectator*

Introduction

Au lendemain des indépendances africaines, l'aspiration à la liberté politique, à la souveraineté populaire et à la participation démocratique était au cœur des idéaux fondateurs des nouveaux États. Le citoyen, acteur central de cette conquête historique était envisagé comme un sujet de droits porteur d'une parole politique participant activement à la vie de la cité. Mais il n'a été que de courte durée ; quelques années plus tard, une dissonance s'est installée entre cette vision initiale et la réalité des régimes politiques en place qui relèguent au second rang la participation citoyenne. C'est ce que décrit Bodart et Luneau :

> « Pourtant, cette démocratie participative, dont se réclament de plus en plus de décideurs publics, ne va pas de soi. Elle promeut en effet une forme d'horizontalité dans un environnement qui demeure très largement axé sur la verticalité. Elle suggère ainsi que les citoyens puissent être associés à la décision politique ; or, les processus législatifs en vigueur (…) n'envisagent pas toujours une telle possibilité. » (O. Bodart & A. Luneau, 2020, p. 3)

Il y a là comme un jeu que dénonce Charentenay lorsqu'il écrit : « la démocratie représentative est l'objet d'un débat paradoxal, alors qu'elle s'est largement imposée contre les régimes autoritaires et que le recours aux élections est considéré comme un « marqueur » fort de la démocratisation de certains pays » (P. Charentenay, 2012, p. 4). Dans ce contexte, la plupart des États démocratiques en Afrique se caractérisent par un régime de démocratie représentative, calqué sur des modèles occidentaux mais dont les mécanismes de fonctionnement sont souvent dévoyés par des pratiques néo-patrimoniales, clientélistes ou autoritaires. Dès lors, la participation citoyenne est érodée, confinée à des rituels

électoraux formels, tandis que les décisions politiques majeures continuent d'échapper à l'emprise du peuple. Ainsi, « la démocratie est devenue un mode de légitimation plus que d'exercice du pouvoir. ». (T. Paine, 2015, p. 73). Alors, comment expliquer que le citoyen, en principe souverain soit relégué au rang de spectateur dans des systèmes se réclamant de la démocratie ? Cette situation est-elle irréversible ? Telle est la problématique de notre réflexion qui repose sur ce glissement du citoyen, acteur, vers un citoyen spectateur réduit à une fonction consultative ou symbolique. Cette marginalisation de la citoyenneté réelle entendue ici comme capacité effective d'influer sur les choix politiques est d'autant plus préoccupante qu'elle s'accompagne d'un désenchantement démocratique croissant, marqué par une défiance vis-à-vis des institutions, une abstention électorale récurrente et un désengagement vis-à-vis des partis politiques traditionnels. Il nous paraît alors utile de poser l'hypothèse selon laquelle ce recul de la citoyenneté active s'explique en grande partie par l'héritage des dispositifs institutionnels postcoloniaux, eux-mêmes peu enclins à favoriser la participation populaire ainsi que par une concentration excessive du pouvoir entre les mains des élites politiques et économiques.

L'objectif de cet article est précisément d'analyser ce double mouvement : d'une part, l'écartement progressif du citoyen africain de l'espace politique formel et d'autre part les formes émergentes de réinvestissement de la citoyenneté à travers des pratiques alternatives. Il s'agira de mettre en lumière les tensions entre démocratie représentative et démocratie participative dans les régimes africains tout en identifiant les leviers concrets à partir desquels une citoyenneté active pourrait se reconstruire. Notre approche méthodologique repose sur une analyse qualitative croisée, mobilisant des données institutionnelles, des discours politiques ainsi que des cas empiriques issus de plusieurs pays d'Afrique francophone. Pour y arriver, dans une première partie, nous analysons les mécanismes de la démocratie représentative africaine et la manière dont ils participent à une dépolitisation progressive du citoyen. Nous mettons en lumière les limites structurelles et institutionnelles qui transforment l'électeur en simple spectateur ainsi que les logiques de confiscation du pouvoir par les élites politiques. Dans un second temps, nous nous intéressons à l'émergence de dynamiques citoyennes alternatives en dehors du cadre représentatif classique. Cette partie explore les formes de réengagement politique portées par les

mouvements sociaux, les mobilisations populaires et les usages innovants du numérique qui réinventent les pratiques de la citoyenneté active en Afrique.

1. Démocratie représentative en Afrique et dépolitisation du citoyen

Dans la majorité des États africains, le modèle de démocratie représentative hérité des puissances coloniales a été institué comme gage de modernité politique et de souveraineté populaire. Pourtant, loin d'instaurer une réelle participation des citoyens à la gestion des affaires publiques, ce modèle semble avoir contribué à une mise à distance progressive de ces derniers vis-à-vis de la scène politique car « si la démocratie repose sur une promesse d'égalité indéfinie, la représentation politique apparaît toujours comme un phénomène ambivalent. » (O. Leboyer, 2016, p. 75). Le citoyen, censé être le cœur vivant de la démocratie est de plus en plus relégué au rang de spectateur silencieux, réduit à une fonction électorale périodique sans réel pouvoir d'influence : « Après une courte période hégémonique, l'idéal démocratique est entré en crise. On parle alors de crise de la démocratie représentative. » (F. Facchini, 2022, p. 66). Cette situation s'explique par des dynamiques institutionnelles et sociopolitiques qui ont détourné la logique démocratique au profit d'élites consolidant leur domination. C'est pourquoi,

> « Mesurer la participation citoyenne implique de jeter un regard attentif sur divers aspects de la vie politique comme le taux de participation aux processus électoraux, le niveau de l'engagement social et de l'action militante, l'efficacité des différentes méthodes de participation publique, la compétence civique ainsi que le niveau de l'éthique sociale des citoyens ». (J-P. Charbonneau, 2005, p.2)

Ainsi, il est nécessaire d'examiner comment cette démocratie représentative africaine participe à une forme de dépolitisation du citoyen en analysant d'abord son écartement structurel du jeu politique puis la réduction de la citoyenneté à une formalité.

1.1. Ecartement du citoyen de la politique

Dans bien des cas aujourd'hui, la démocratie se réduit à un cadre institutionnel figé dans lequel le citoyen ne se reconnaît plus comme sujet politique autonome. Les élites souvent issues des anciennes structures administratives coloniales tendent à confisquer le pouvoir en le soustrayant à tout véritable contrôle citoyen. Or,

> « Le citoyen n'est pas seulement un individu doté de droits lui permettant de faire valoir ses prérogatives sociales et politiques. Il détient en outre une part de la souveraineté politique. L'ensemble des citoyens constitue la communauté politique. C'est au nom de cet ensemble que les gouvernants ont un titre à gouverner. Et c'est cet ensemble qui est censé choisir les gouvernants, contrôler leur action et sanctionner celle-ci. » (J. PITSEVS, 2017, p.4)

Le pluralisme politique bien qu'inscrit dans des constitutions se heurte à des pratiques d'exclusion, de cooptation ou de répression des voix dissidentes. Dès lors, l'espace public se rétrécit et le citoyen se voit privé d'un accès réel aux leviers de décision. Ce déficit de participation authentique ne doit pas être interprété comme un désintérêt des populations mais bien comme la conséquence d'un système verrouillé où les institutions formelles ne laissent que peu ou pas du tout de place à l'initiative citoyenne. C'est ainsi que la démocratie représentative en Afrique s'est progressivement transformée en un instrument de monopole du pouvoir aux mains d'une minorité excluant dans les faits la majorité des citoyens du processus décisionnel. Or, « L'essence même de la politique est que des décisions soient prises par la collectivité » (R. Aron, 2005, p. 9). Cette exclusion repose sur plusieurs mécanismes structurels profondément enracinés.

D'abord, le clientélisme politique constitue l'une des logiques dominantes de mobilisation électorale. Les citoyens ne sont plus interpellés en tant que porteurs d'un projet commun mais comme membres de réseaux d'allégeance souvent fondés sur des affiliations ethniques, religieuses ou régionales. Le vote devient un échange utilitariste : loyauté contre faveurs. Cette logique court-circuite la formation d'une conscience politique autonome et prive les citoyens de

leur statut de sujet politique libre. Le citoyen n'agit plus comme individu éclairé et doté de jugement critique mais comme rouage d'un système de fidélités personnelles. Cela contribue à une forme de désengagement intellectuel du politique où l'intérêt collectif est subordonné à des logiques d'accès aux ressources.

Ensuite, le présidentialisme fort renforce la concentration du pouvoir autour d'un chef de l'exécutif considéré comme l'unique figure légitime de l'autorité. Dans de nombreux pays africains, le président exerce un contrôle étendu sur les institutions, les ressources publiques, les médias et même la justice. Ce déséquilibre institutionnel marginalise le parlement, les collectivités locales et les mécanismes participatifs étouffant toute possibilité de contrepouvoir citoyen « qui (…) occulte la figure pourtant nécessaire du « citoyen actif » » (Schnapper, 2014, p.53). La figure présidentielle devient alors à la fois incarnation de la nation et verrou institutionnel laissant peu d'espace à l'initiative citoyenne. En effet, « la représentation politique se définit comme un traitement de l'absence (…) les représentants « tiennent lieu » de, représentant et figurant tout à la fois un peuple qu'ils invoquent constamment et méconnaissent parfois un peu trop. » (O. Leboyer, 2016, p. 85). Ce centralisme politique décourage l'engagement local, l'innovation démocratique et la diversification des voix dans le débat public. C'est pourquoi « Les peuples démocratiques haïssent souvent les dépositaires du pouvoir central » (A. de Tocqueville, 1835, IV, 4).

De plus, la professionnalisation du champ politique crée un fossé entre les élites gouvernantes et les populations. L'accès au pouvoir devient une affaire de réseau, de capital économique, ou de proximité avec les cercles dirigeants. Les citoyens ordinaires, non encadrés par des partis ou des structures influentes sont disqualifiés d'avance. La représentation devient alors une simple reproduction des élites rendant l'alternance sans effet sur la structure même du pouvoir. Le mandat électif n'est plus perçu comme une délégation temporaire de souveraineté populaire mais comme une rente de situation servant des intérêts particuliers. Ces derniers comme le dénonçait Platon « inverse toutes les valeurs par sophistique » (Platon, 2006, Livre VI).

Par ailleurs, les institutions de la démocratie représentative en se rigidifiant échouent à intégrer les aspirations nouvelles d'une jeunesse de plus en plus éduquée, connectée et critique. Le modèle représentatif apparaît alors comme dépassé, incapable de traduire les dynamiques

sociales émergentes. Les jeunes générations en particulier se sentent peu concernées par des partis vieillissants et déconnectés de leurs réalités. Cette fracture générationnelle accentue encore l'impression d'une citoyenneté formelle mais sans substance.
Ainsi, loin d'incarner une démocratie vivante, ce système reproduit une logique d'exclusion déguisée. Le citoyen africain se trouve confiné dans un rôle subalterne, instrumentalisé au moment des scrutins mais exclu de toute influence durable sur les orientations politiques. Cette mise à l'écart progressive prépare les conditions d'une forme de passivité politique généralisée. Le citoyen n'est plus l'initiateur d'un projet collectif mais un figurant dans une scène politique verrouillée, médiatisée et peu ouverte à la participation directe. Loin d'être un acteur, il devient spectateur de décisions prises ailleurs dans des cercles fermés de pouvoir : « Cette rupture décisive inaugure le questionnement politique moderne et elle s'accompagne d'un changement de nature de ce que nous nommons la « citoyenneté ». La politique change radicalement de sens et de contenu » (J. Locke, 1994, p.13).
Ce constat appelle à une reconfiguration des rapports entre gouvernants et gouvernés à travers une démocratisation en profondeur des institutions, une ouverture aux initiatives citoyennes de terrain et une revalorisation de la parole populaire. Sans cela, la citoyenneté risque de rester un statut juridique vide de portée politique réelle et la démocratie représentative une façade masquant la continuité d'un pouvoir sans partage.

1.2. La citoyenneté réduite à une formalité électorale

Dans les systèmes politiques africains marqués par la démocratie représentative, le rôle du citoyen est limité à l'acte de voter. Ce geste, pourtant fondamental dans la logique démocratique se trouve vidé de son pouvoir transformateur. Loin d'être un instrument d'influence sur les grandes orientations politiques, il devient une formalité périodique sans effets concrets sur la gouvernance. Ce rétrécissement du champ d'intervention politique du citoyen alimente un sentiment croissant d'inefficacité démocratique dont le « symptôme le plus frappant de cette désaffection serait l'abstention électorale. » (M. Revault d'Allonnes, 2017, p.19). Le vote censé incarner la souveraineté populaire perd de sa substance lorsqu'il n'induit pas de changement perceptible. D'ailleurs, au niveau de nombreux États en Afrique, les résultats électoraux

reconduisent systématiquement les mêmes figures, en grande partie liées à des partis dominants bien ancrés dans des logiques clientélistes. Dans ces cas, les campagnes électorales sont centrées sur les individus plus que sur les programmes, sur les appartenances identitaires plus que sur des visions collectives. En l'absence d'alternance réelle et de débat politique substantiel, le vote n'est perçu que comme un rite sans portée. Cela crée un sentiment de frustration, source de désenchantement chez le citoyen. Ce désenchantement démocratique entraîne une démobilisation croissante de la population. Du coup, le taux d'abstention augmente chez les citoyens et particulièrement chez les jeunes qui se sentent exclus des circuits de décision et peu ou pas du tout représentés dans les institutions. Le langage politique leur apparaît éloigné de leurs préoccupations concrètes tandis que les mécanismes électoraux semblent conçus pour perpétuer des structures figées. Ce phénomène est aggravé par le manque de transparence, les fraudes électorales et les violences liées aux scrutins qui renforcent la défiance généralisée à l'égard du processus électoral.

Ce climat produit une perception collective d'impuissance politique. Les citoyens ne se perçoivent plus comme des acteurs capables d'influer sur leur destin collectif mais comme des sujets périphériques à un théâtre politique dont ils ne maîtrisent ni les règles ni les finalités. La démocratie représentative devient alors une scène de plus en plus éloignée du peuple, gouvernée par une logique verticale de domination. Le citoyen se résigne à l'idée que son vote n'est qu'un geste symbolique déconnecté des décisions qui engagent sa vie quotidienne. Olivia Leboyer résume bien cette situation : « La crise de la démocratie représentative est une réalité : crise de confiance, désaffection des citoyens pour le devoir civique, méfiance accrue envers les élus. » (O. Leboyer, 2016, p. 75).

En réduisant la citoyenneté à une fonction électorale désincarnée, le système représentatif en Afrique compromet la vitalité démocratique dans la mesure où « l'élite politique recouvre en réalité une domination de type social. » (O. Leboyer, 2016, p. 83). Il devient urgent de repenser cette citoyenneté comme un pouvoir permanent d'intervention, d'expression et de participation dans toutes les sphères de la vie publique pour « rendre la parole aux paysans, aux femmes, aux guérisseurs, aux travailleurs du secteur informel, aux étudiants, d'engager des dialogues respectueux de leurs points de vue, de leur permettre de participer eux-mêmes aux processus de changement nécessaires à l'amélioration de leur condition d'existence. » (B. Curry, 2022, p. 64- 65). Sans cela, la politique

restera l'affaire d'une minorité et la majorité se cantonnera à une position d'observateur frustré, dans un cycle de désillusion et de retrait.

2. Dynamiques citoyennes émergentes hors du cadre représentatif

Face aux limites structurelles de la démocratie représentative dans de nombreux pays africains, de nouvelles formes d'engagement politique ont émergé en dehors des institutions officielles. Ces dynamiques portées par des citoyens ordinaires, des jeunes, des artistes et des intellectuels s'inscrivent dans une volonté de réappropriation de l'espace public et de critique radicale des systèmes en place. Elles traduisent une profonde transformation du rapport des citoyens à la politique : moins spectateurs et davantage acteurs de leur destin collectif car « c'est la possibilité d'action qui fait de l'homme un être politique » (H. Arendt, 1972, p. 85). Ces initiatives spontanées et organisées remettent en question les fondements mêmes de la représentation traditionnelle et réhabilitent l'idée d'une citoyenneté active, critique et créative.

2.1. Mouvements citoyens critiques et autonomes

Dans de nombreux pays africains, l'essoufflement des partis politiques traditionnels et la crise de légitimité des institutions ont ouvert un espace inédit pour l'émergence de mouvements citoyens autonomes. Ces derniers initiés par des jeunes, des artistes engagés, des intellectuels critiques ou des collectifs issus de la société civile incarnent une réponse directe à la fermeture du champ politique. Ils constituent désormais une force politique alternative qui bien que non institutionnalisée exerce une influence réelle sur le débat public et la mobilisation populaire. Ils ont compris que « L'acte ne prend un sens que par la parole dans laquelle l'agent s'identifie comme acteur, annonçant ce qu'il fait, ce qu'il a fait, ce qu'il veut faire » (H. Arendt ,1983, p. 201). Ainsi, une série de dynamiques alternatives émergent sur le continent africain portées par des acteurs de la société civile, des collectifs de jeunes, des mouvements sociaux et des activistes numériques. Ces formes de réappropriation citoyenne, en dehors des cadres électoraux classiques traduisent une volonté profonde de redonner sens à la citoyenneté en l'inscrivant dans des pratiques concrètes souvent locales. Ainsi, de nouvelles formes d'engagement se développent plus horizontales, plus autonomes et plus créatives qui redéfinissent les contours de l'action politique au XXIe siècle.

Des mouvements emblématiques comme “Y’en a marre” au Sénégal, “Le Balai citoyen” au Burkina Faso, le M5 au Mali ou “Tournons la page” dans plusieurs pays francophones illustrent cette tendance. Ces organisations sont nées dans des contextes de blocage démocratique, de corruption étatique, de manipulations constitutionnelles ou de répression. Refusant la récupération partisane, elles prônent une gouvernance éthique fondée sur la responsabilité la justice sociale, l’inclusion et la dignité humaine. En s’ancrant dans les quartiers, les universités, les réseaux sociaux et les espaces culturels, ces mouvements reconstruisent des formes de mobilisation enracinées dans les réalités locales tout en développant une conscience politique transnationale. Ces mouvements rejettent explicitement la légitimité des élites traditionnelles et dénoncent la duplicité des partis politiques réduits à des machines électorales ou à des instruments de contrôle clientéliste.

En cela, ils contestent et rejettent la légitimité des anciennes formes de représentation pour en proposer de nouvelles, plus horizontales, participatives, souvent autogérées. Le militantisme y prend la forme de concerts engagés, de campagnes de sensibilisation virales, d’actions de désobéissance civile, de veilles citoyennes ou encore de forums communautaires. Le langage utilisé n’est plus celui, technocratique ou juridico-administratif des institutions mais un langage populaire, poétique parfois subversif qui résonne profondément avec les frustrations et les aspirations populaires.

Ce phénomène marque le retour du citoyen, acteur politique mobilisé sur la scène africaine. Il ne s’agit pas simplement d’un électeur ou d’un manifestant ponctuel mais d’un individu conscient de son pouvoir d’action collective et porteur d’une exigence démocratique forte. Cette figure du citoyen engagé s’oppose à celle du spectateur passif. Elle transforme l’espace public en champ de luttes symboliques, culturelles, sociales et politiques. À travers ces actions, ces citoyens entendent rappeler que la démocratie ne saurait se réduire aux seules élections mais suppose un contrôle permanent des gouvernants par les gouvernés.

Ces mouvements constituent donc une dynamique profonde de repolitisation des sociétés africaines. En mettant en cause l’ordre établi, ils obligent les institutions à se réformer ou à répondre sous la pression populaire à des exigences de transparence et de justice. Ils ouvrent ainsi la voie à une transformation des pratiques politiques en réhabilitant la participation citoyenne directe et en redonnant un sens concret à l'idée

de souveraineté populaire. Ces mouvements de plus en plus nombreux échappent à la censure des gouvernants grâce aux technologies de l'information et de la communication.

2.2 Le numérique comme levier de reprise de la parole citoyenne

Le développement du numérique a profondément transformé les modalités d'expression citoyenne en ouvrant des espaces nouveaux pour la prise de parole, l'organisation collective et l'interpellation des pouvoirs publics. Dans un contexte de défiance croissante envers les institutions traditionnelles de la démocratie représentative, les outils numériques apparaissent comme des instruments de réappropriation de la citoyenneté en particulier à travers les réseaux sociaux, les plateformes et les médias alternatifs. Ces technologies permettent aux citoyens de produire et de diffuser eux-mêmes de l'information, d'organiser des débats, de lancer des alertes et de construire des contre-discours. Les réseaux sociaux notamment jouent un rôle central dans cette dynamique : ils facilitent l'expression individuelle et collective, l'émergence de mouvements sociaux spontanés et la construction de communautés autour de causes spécifiques. Les plateformes de participation en ligne comme celles dédiées aux pétitions, aux budgets participatifs ou aux consultations citoyennes donnent à chacun la possibilité de prendre part directement aux décisions qui le concernent, court-circuitant ainsi les circuits classiques de la représentation.

Par ailleurs, le numérique permet de contourner les canaux institutionnels traditionnels qui se montrent fermés, lents et inaccessibles. À travers des blogs, des forums, des vidéos partagées en ligne, des groupes de discussion sur WhatsApp, Telegram et Tiktok les citoyens peuvent échanger librement, s'organiser collectivement et faire entendre leur voix sans attendre l'aval d'un parti, d'un syndicat ou d'un média reconnu. Cette désintermédiation favorise l'autonomie des individus dans la production de discours politiques et permet aux groupes historiquement marginalisés (jeunes, femmes, minorités) de s'exprimer sur la place publique, d'affirmer leur vécu et de formuler leurs revendications. En s'affranchissant des filtres institutionnels et éditoriaux, le numérique libère une parole plus directe, plus ancrée dans le vécu mais aussi parfois plus conflictuelle.

Enfin, cette nouvelle configuration communicationnelle engendre l'émergence de formes inédites d'influence. Les campagnes en ligne, les mobilisations virales et les hashtags militants permettent de fédérer rapidement des milliers, voire des millions de personnes autour d'une cause commune. Ces actions numériques souvent spontanées et décentralisées peuvent avoir des effets réels sur les politiques publiques ou sur les rapports de force sociaux. Elles imposent des thèmes dans l'agenda médiatique, forcent des réactions institutionnelles et contraignent parfois les responsables à revoir leurs positions. On assiste ainsi à une redéfinition des logiques de mobilisation et d'engagement où la vitesse, l'émotion, l'image et la capacité de viralisation prennent le pas sur les formes traditionnelles de militantisme. Le numérique devient alors un espace de lutte symbolique mais aussi une scène concrète de la citoyenneté active où se joue une part croissante de la démocratie contemporaine.

2.3 Vers une redéfinition de la citoyenneté active en Afrique

En Afrique, la citoyenneté active connaît une redéfinition progressive qui prend appui sur un double mouvement : d'une part, une volonté croissante des populations de participer directement à la vie démocratique et d'autre part, l'émergence de pratiques politiques innovantes issues des contextes locaux. Ce renouveau se manifeste dans l'alliage original entre des formes traditionnelles de participation populaire et des expérimentations démocratiques ancrées dans les réalités africaines. Face à la faiblesse et à l'usure des mécanismes institutionnels hérités de la période postcoloniale, de nombreux citoyens investissent des dispositifs alternatifs : assemblées communautaires, dialogues citoyens, plateformes locales de concertation ou encore formes autochtones de délibération collective. Ces initiatives traduisent une volonté d'adapter les principes démocratiques à la diversité des contextes sociaux, culturels et politiques du continent en les articulant avec les structures communautaires existantes, les autorités coutumières ou les formes d'expression populaire.

Dans cette dynamique de réappropriation démocratique, l'espace public (longtemps monopolisé et réprimé par les pouvoirs en place) devient le théâtre d'une expression civique renouvelée. Marches pacifiques, sit-in, forums citoyens, performances artistiques à caractère politique, commémorations symboliques et actions de désobéissance civile

investissent les rues, les places publiques et même les réseaux sociaux. Ces mobilisations souvent portées par des jeunes, des femmes ou des organisations de la société civile traduisent une exigence de justice, de transparence et de responsabilité de la part des gouvernants. Elles réhabilitent la rue comme un espace légitime de parole et de revendication, à la fois en continuité avec les luttes anticoloniales et en rupture avec les formes de domination autoritaire. Cette réappropriation de l'espace public constitue un acte politique fort qui redonne corps à la citoyenneté en la sortant des urnes pour la projeter dans la vie quotidienne.

Ce mouvement de fond semble dessiner les contours d'une démocratie africaine en mutation, plus hybride, plus inclusive et plus participative. Loin de se calquer mécaniquement sur les modèles occidentaux, cette forme de démocratie s'enracine dans les réalités sociopolitiques africaines tout en intégrant les apports de la modernité politique. Elle valorise la parole citoyenne, encourage l'initiative locale et reconnaît la pluralité des légitimités (institutionnelles, communautaires, coutumières). La citoyenneté n'y est plus conçue comme un simple statut juridique mais comme une pratique vivante, faite de participation, d'engagement, de vigilance et parfois de contestation. Ce processus de redéfinition ouvre la voie à une démocratie plus organique, plus proche des peuples, capable de mieux répondre aux aspirations contemporaines en Afrique et de restaurer la confiance entre gouvernés et gouvernants.

Conclusion

En définitive, l'analyse a mis en exergue les tensions structurelles et dynamiques qui traversent la participation citoyenne dans les régimes africains contemporains. Derrière les apparences institutionnelles d'une démocratie représentative revendiquée mais rarement pleinement réalisée se dessine une réalité marquée par la marginalisation du citoyen et la captation du pouvoir par des élites peu redevables. Le cadre formel de la démocratie n'a pas suffi à garantir une réelle inclusion des citoyens dans les processus décisionnels. Loin d'incarner un espace de dialogue entre gouvernants et gouvernés, les institutions politiques africaines ont trop souvent reproduit les logiques d'exclusion, de centralisation autoritaire et de clientélisme qui minent la relation démocratique. Ce constat invite à reconsidérer le rôle du citoyen non plus comme un acteur

secondaire cantonné au vote périodique mais comme le moteur d'une démocratie vivante et exigeante. Cependant, cette situation de blocage ne signifie pas l'extinction de la volonté populaire. Au contraire, elle a suscité l'émergence de formes alternatives d'engagement qui témoignent d'une vitalité démocratique souterraine et parfois subversive. En marge des circuits électoraux formels, des citoyens s'organisent, s'expriment, protestent et proposent d'autres manières d'habiter l'espace politique. Mouvements sociaux critiques, plateformes numériques d'expression, mobilisations de rue, forums communautaires, actions symboliques ou expressions culturelles engagées sont autant de manifestations concrètes de cette citoyenneté en reconstruction. Ces pratiques fragmentées et spontanées expriment un désir profond de reprendre possession de la parole publique, d'élargir l'espace de la démocratie et de réinvestir la politique comme affaire collective. Dans cette perspective, la démocratie représentative ne peut plus se concevoir comme une structure figée ou un simple transfert de souveraineté par le vote. Elle doit être repensée à partir des réalités africaines, des aspirations sociales, des pratiques locales de délibération et des innovations citoyennes. Il s'agit de construire des ponts entre les institutions et les citoyens, entre la représentation formelle et la participation directe, entre les normes héritées et les expériences endogènes de gouvernance. Une démocratie qui s'enracine dans les pratiques sociales qui reconnaît la pluralité des voix et des légitimités, qui valorise la parole des exclus et des invisibles est la condition d'une refondation politique capable de restaurer la confiance et d'ouvrir un avenir commun. Le défi de la participation citoyenne en Afrique ne se résume pas à une simple réforme électorale ou institutionnelle. Il appelle une transformation culturelle et politique plus profonde qui rende au citoyen sa capacité d'agir, de critiquer, de proposer, de construire. C'est dans cette réappropriation du politique par le bas que réside peut-être la promesse d'une démocratie africaine renouvelée : plus proche des peuples, plus sensible aux réalités locales, plus résistante aux formes de confiscation du pouvoir. Car sans citoyen actif, informé, écouté et impliqué, la démocratie reste un mot creux, une forme sans fond, un idéal sans vie.

Ainsi, cette étude contribue à mettre en lumière les obstacles mais aussi les potentialités d'une citoyenneté africaine en reconstruction. Elle permet de repenser la démocratie comme un levier d'inclusion, de justice et de reconnaissance des voix marginalisées. Ce faisant, elle fournit aux

acteurs politiques, aux organisations de la société civile et aux chercheurs des outils de compréhension et d'action pour renforcer la participation citoyenne et restaurer la confiance démocratique. Elle trace, en somme, les contours d'un projet collectif où le citoyen retrouve toute sa centralité et où la démocratie cesse d'être un simple modèle importé pour devenir une expérience vécue, partagée et féconde.

Références bibliographiques

ARENDT, Hannah, 1972, *Le système totalitaire*, Seuil, Paris.
ARENDT, Hannah, 1983, *Condition de l'homme moderne*, Calmann-Lévy, Paris.
ARON, Raymond, 1985, *Démocratie et Totalitarisme*, Gallimard, Paris.
BA, Curry, 2022, « Le devenir-savant de l'Afrique : penser les futurs africains en réponse aux défis planétaires ». *Global Africa*, (1), pp. 18-28.
BODART Olivier et LUNEAU Anaïs, 2020, *Démocratie participative : Enjeux et perspectives*, Avant-propos par Denis TOKKINK, Collection « Notes d'analyse » dirigée par Denis Stokkink, pp. 74-91.
CHARBONNEAU Jean-Pierre, 2005, « De la démocratie sans le peuple à la démocratie avec le peuple », in *Éthique publique*, vol. 7, n° 1/2005, pp. 35-51.
CHARENTENAY, de Pierre, 2012, *«* Leçons de citoyenneté », *Études*, Janvier 2012, pp. 12-31.
FACCHINI François, 2022, « Les raisons de la crise de la démocratie représentative », 2022. hal-04090954, pp. 65-83.
LEBOYER, Olivia, 2016 « L'élite politique : paradoxe de la démocratie ? », in *Le Philosophoire*,46, L'Élitisme, pp. 75-86.
LOCKE, John, 1994, *Second traité du gouvernement civil*, PUF, Paris.
PAINE, Thomas, 2015, *Common Sense*, édition Penguin.
PITSEVS John, 2017, « Démocratie et citoyenneté », in Dossiers du **CRISP**, 2017/1N°88, pp. 9-113.
PLATON, 2006, *La République,* Trad. L. Brisson, Flammarion, Paris.
SCHNAPPER, Dominique, 2014, *L'esprit démocratique des lois*, Gallimard, Paris.
TOCQUEVILLE, Alexis, 1835, *De la Démocratie en Amérique,* Gallimard, Paris.